le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
supplément au n° 1107

GRATUIT

Chômeurs, précaires, salariés

Contre la barbarie capitaliste

La lutte des sans-emplois s'est installée dans la durée et commence à sérieusement troubler l'image que la gauche plurielle s'est toujours attachée à développer, à savoir être l'instrument politique de l'aspiration populaire à mieux vivre. Et comme le fait d'avoir un travail est encore, malgré tous les discours des futurologues à la petite semaine, le moyen essentiel d'accéder à la consommation, l'incapacité du gouvernement Jospin à s'attaquer aux cause profondes du chômage ne pouvait que finir par lui revenir en pleine gueule.

Rappelons la promesse de la création de 700 000 emplois, dont 350 000 dans le secteur public. Il s'avère que le gadget des emplois-jeunes a laissé de côté la masse de plus en plus nombreuse des recalés de l'Éducation nationale.

Par ailleurs, rien n'a bougé en ce qui concerne les 350 000 emplois dans le privé, du fait que le patronat n'a pas du tout l'intention de financer quoi que ce soit et que le système des subventions étatiques a déjà été poussé si loin dans l'escroquerie que continuer de la manière n'est plus présentable à qui que ce soit.

De plus l'idée que les 35 heures pourraient être une solution en laisse septique plus d'un, d'autant que le patronat en a fait un symbole de rupture et de rejet de toute intervention étatique dans leur pré-carré économique. Mais sur le fond, c'est l'adaptation de l'appareil de production aux conditions du marché mondialisé qui est remise en cause par ce mouvement de chômeurs.

L'autonomie des luttes s'impose !

La gauche plurielle au pouvoir a définitivement détruit les derniers espoirs de ceux et celles qui pensaient pouvoir échapper à la précarisation de leur devenir par un simple changement de gouvernement. S'il est banal d'entendre dire que « la gauche et la droite c'est pareil », cela n'est pas devenu un fait social et politique assumé pleinement.

En effet, admettre ce fait implique de profondes modifications dans les rapports que chacun d'entre nous entretient avec la politique, en particulier l'idée qu'il va falloir aller au charbon et agir soi-même. Le passage à l'acte est d'autant plus difficile qu'il exige de rompre avec les mortelles habitudes de délégation de pouvoir.

Pourtant quelque chose est en train de s'amorcer avec le mouvement des chômeurs, qui se différencie du mouvement social de novembre et décembre 1995. Tout d'abord, c'est la gauche plurielle qui est directement visée et non pas un gouvernement de droite. C'est donc un échec pour la gauche parce que sa capacité à contrôler la contestation sociale est remise en cause. Cela ne va pas manquer de faire du souci à bon nombre de patrons. D'où les expulsions des occupants des locaux publics tels que les A.S.S.E.D.I.C. pour prouver la capacité de Jospin à assurer la fonction première de l'État, qui est de maintenir l'ordre existant. Du même coup, il a accéléré le processus de distanciation du monde du travail vis-à-vis du pouvoir de gauche.

L'autre élément novateur par rapport à 1995 est le fait qu'il ne s'agit pas de répondre à une provocation type plan Juppé. Cette fois-ci, le mouvement s'est déclenché « tout seul », par le simple fait que la situation économique des plus pauvres est arrivée aux limites du supportable. Et si Noël avait sonné le glas du mouvement de 1995 cette fois-ci, cela a eu l'effet inverse. Cette situation sociale n'est pas de la seule responsabilité de la gauche, bien entendu, mais celle-ci est considérée comme co-responsable et comme assurant la continuité du développement de la misère sociale.

Ce sont des chômeurs qui ont décidé qu'il fallait passer à l'action, de leur propre initiative, sans autre provocation particulière que leur désespérance, parce qu'il n'y a rien à attendre du pouvoir, quel qu'il soit.

Si le mouvement est né à l'initiative de comités de chômeurs C.G.T. de la région de Marseille, cela ne constitue aucunement une manipulation comme l'affirme la secrétaire générale de la C.F.D.T. Tout au plus ont-ils servi de catalyseur à une situation préexistante dans toute la France. Il est significatif que les occupations sont le fait d'organisations de chômeurs très diverses. Selon leur implantation locale l'initiative en revient à A.C!, à l'A.P.E.I.S., ou au M.N.C.P., à la C.G.T., voire à la C.N.T. ou des militants libertaires et des inorganisés. Le plus souvent il y a unité dans l'action.

Dans un pays qui compte pas loin de dix millions de précaires et de sans-emplois, il est tentant d'affirmer que ce mouvement est minoritaire, voire marginal, puisque les villes où il se passe quelque chose dépassent à peine la trentaine et que bien souvent le nombre de chômeurs occupants tourne autour de la centaine. Ce serait une erreur grossière, voire une grossièreté à la Blondel martelant que les chômeurs veulent prendre le travail de ceux qui en ont, que de poser les problèmes comme cela.

Sans aucun doute, ce mouvement n'est pas un raz de marée, le gouvernement le sait et peut encore se permettre de ne lâcher que quelques miettes pour répondre aux revendications sociales.

Il n'empêche qu'une dynamique s'est enclenchée et qu'elle rencontre un écho profond dans toutes les couches du monde du travail.

Une riposte libératrice !

L'essentiel est que ce mouvement est une réponse sociale à des risques latents d'explosions de colère sans lendemain qui permettraient aux forces les plus réactionnaires d'en appeler à un État policier et à une répression très dure, à laquelle se sont préparés polices et militaires.

Le mouvement des chômeurs permet de mettre en mouvement l'ensemble des classes exploitées sur des bases revendicatives convergentes. Elle donne l'occasion d'une prise de parole en permettant d'exposer tout ce que cette société produit d'injustices. Nombres de chômeurs prennent conscience qu'ils existent, qu'ils peuvent nouer des solidarités et briser le carcan de l'isolement et de la déprime quotidienne.

La question de la répartition des richesses, de la place du travail, de l'organisation générale de la société comme celle des chômeurs est posée. Tout ce qui touche à la condition humaine est ainsi passé au crible de la critique et est l'objet de propositions. Il est remarquable que les échanges et prises de contacts se multiplient avec ceux qui ont du travail. Cela se fait bien entendu par le biais des organisations syndicales mais aussi par relations directes, par des gestes matériels de solidarité.

C'est bien un processus social qui a été initié voici un mois, et non un simple mouvement de révolte. Sa maturation va être nécessairement longue parce que cela suppose de rompre avec de longues habitudes de passivité ou de soumission à des stratégies politiciennes.

Il y a sans doute de sérieux conflits qui nous attendent avec des tendances politiques et syndicales habituées à la fonction de leader et rompues à l'encadrement des mouvements sociaux. En particulier, il apparaît que l'ouverture du débat sur les 35 heures à l'Assemblée nationale le 27 janvier prochain va permettre à la gauche plurielle de faire l'unité contre le patronat et à ses éléments de recadrer ainsi leurs positions respectives à l'approche des élections régionales et cantonales. Mais il n'est pas sûr que tous les chômeurs, précaires et salariés se satisfassent d'un bulletin de vote.

Dans cette dynamique, les anarchistes ne sont pas totalement désarmés du fait qu'ils sont très souvent bien impliqués dans les initiatives et que l'aspiration des exploités à maîtriser leurs luttes est d'autant plus forte qu'ils ont été trop souvent bernés par les organisations traditionnelles.

Les idées d'auto-organisation, de démocratie directe, de contrôle des mandats, comme celle de répartition égalitaire des richesses et même de révolution sociale ont la sympathie de nombreux individus. Ce mouvement n'a pas encore produit tous ses effets, ni déterminé de manière précise sa structuration, ses fonctionnements et ses orientations politiques fondamentales.

Il est tout à fait possible que les conceptions libertaires de la lutte sociale y prennent une importance, non pas seulement parce que nous l'aurons impulsé mais parce que ce sont celles qui s'adaptent le mieux aux besoins et aux nécessités des luttes sociales d'aujourd'hui.

Bernard
groupe Déjacque (Lyon)

Un militant de la Fédération anarchiste victime de la répression contre les chômeurs !

Mercredi 7 janvier lors de l'expulsion mouvementée des chômeurs qui occupaient les locaux des A.S.S.E.D.I.C. du port fluvial à Lille, Christophe Fétat, militant du groupe May Picqueray de la Fédération anarchiste, a été interpellé par les forces de l'ordre. Celui-ci a été ensuite mis en examen pour résistance avec violence alors qu'en réalité il aidait un chômeur mis à terre par les flics à se relever. Il est de plus intéressant de constater que notre camarade est accusé de violence alors qu'il est ressorti de son interpellation avec des points de sutures et deux dents éraflées ! Cette nouvelle inculpation de militant s'inscrit bien dans une volonté délibérée de criminaliser tous ceux qui contestent et s'organisent contre l'ordre social en place.

Rappelons que dans le même département, Patrice Bardet ainsi que Christine Eme, une élue de Villeuneuve d'Ascq, sont poursuivis pour avoir soutenu une personne qui devait être expulsée de son logement. De même, Jacqueline Deltombe est poursuivie pour avoir hébergé un ami sans-papiers.

Toutes ces inculpations prouvent bien que le gouvernement Jospin, comme ses précurseurs, s'attaquent en priorité à celles et ceux qui se mobilisent aux côtés des sans emplois, des sans-logis, des sans-papiers… Cette situation est inacceptable !

Christophe doit passer en jugement le 26 février prochain. Afin de lui apporter tout le soutien nécessaire et d'obtenir sa relaxe un collectif, composé des organisations ci-dessous, s'est mis en place autour du thème « Non à la criminalisation du mouvement social ! ».

Premiers signataires du collectif de soutien : AC!-Lille ; UL-CGT Lille ; UIS CFDT Lille et environs ; Fédération anarchiste ; JRE ; Comité anti-expulsion ; LCR ; Gauche révolutionnaire ; FSU ; SNUIPP ; SUD ; OAT ; AGEL-UNEF ; LDH ; Comité des sans-papiers 59 ; Comité de soutien aux sans-papiers 59 ; CNT-AIT59 ; PADAC ; Alternative libertaire Belgique ; MRAP.

N.B. : Le comité de soutien à Christophe Fétat peut-être contacté au centre culturel libertaire, 1-2 rue Denis du Péage, Lille-Fives. Vous pouvez y adresser vos message de soutien et surtout réclamer la pétition de demande de relaxe afin de la faire signer.

Partageons les richesses, pas la misère...

Nous sommes aujourd'hui dans une situation où les politiques se révèlent incapables de démonter les mécanismes d'exclusion, de paupérisation en cours. Veulent-ils même les enrayer ? En effet, le chômage est le produit d'une logique économique et politique, celle du capitalisme. Le travail, qui est la source de revenus de l'immense majorité, subit la loi de l'offre et de la demande. Le chômage (mais surtout la menace du chômage) a des conséquences sociales sur ceux qui travaillent : généralisation du « travail précaire » et remise en cause généralisée des acquis sociaux. L'heure n'est donc plus au partage du travail (en fait, le partage du chômage) mais à la répartition égalitaire des richesses que nous produisons. La vraie démagogie, c'est de laisser croire qu'un gouvernement, qu'un bulletin de vote pourra changer quoi que ce soit.

Comment lutter contre le chômage sans combattre le capitalisme ?

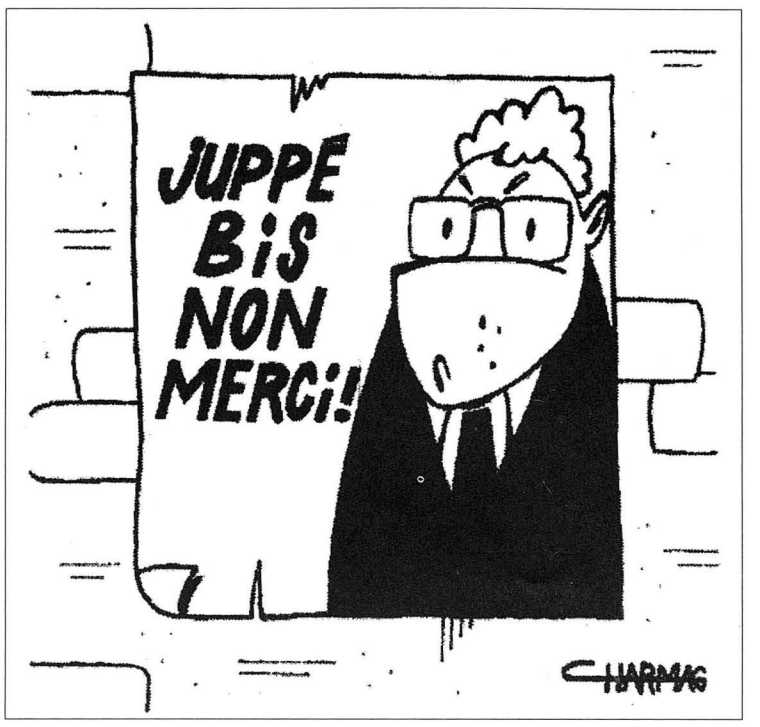
Pour diminuer le chômage, on constate qu'il existe des lieux communs, repris par la classe politique. Créer de nouveaux emplois grâce aux économies faites sur le dos des travailleurs auxquels on demande d'accepter contraints et forcés, de travailler moins (en nombre d'heures), de gagner moins et d'être plus flexibles. Dans les faits, on sait que dans les entreprises où le partage du travail a été pratiqué, il l'a été sous prétexte de préserver des emplois, mais à aucun moment dans le but de créer de nouveaux postes. Le discours dominant évoque la création d'emplois, essentiellement sous la forme de petits boulots. Dans le même temps, on constate que, ces dernières années, le nombre d'heures supplémentaires a doublé (enquête I.N.S.E.E.), que les emplois précaires représentent près de 25 % des emplois salariés (10 % en 1975). Cette solution des petits boulots et des stages bidons (d'ailleurs fort lucratifs pour les patrons) est non seulement intolérable mais représente un gâchis à l'encontre des individus, qui n'ont d'autres possibilités pour survivre que d'être exploités et/ou assistés par l'État et les patrons.

La « flexibilité », quant à elle, n'a absolument pas pour vocation de permettre des embauches, mais au contraire de rationaliser la gestion de l'entreprise au profit du patronat. Le patronat se saisissant de toutes les occasions pour mettre en place des plans de restructuration qui représentent autant d'importantes régressions sociales (le passage aux 35 heures en sera une). Cette notion de partage du travail ne tend, en fait, qu'à mettre en opposition, les chômeurs et ceux qui travaillent, alors que la véritable opposition demeure celle entre exploiteurs et exploités. Dans le cadre du capitalisme, la disparition du chômage, de la misère est une utopie !

Jospin, Gayssot, Voynet, continuent le plan Juppé...

Derrière un discours pré-électoral, la gauche plurielle a du mal à cacher la réalité. Au gouvernement, elle gèrent au mieux les « intérêts supérieurs de la France », traduisez ceux du capitalisme. Elle annonce à grand coup de pub des emplois-jeunes, mais continuent de diminuer les effectifs – Gayssot supprime 1000 emplois dans son ministère – sauf dans la police. La gauche plurielle vote la réduction du temps de travail, mais refuse son application au sein de la fonction publique (le seul endroit où elle engendrerait des emplois). Tous ensembles, au nom de l'efficacité du service public : ils vendent France Télécom ou préparent d'autres privatisations. Bref en prenant la suite d'Alain, ils endossent et s'approprient les objectifs du plan Juppé.

De l'argent il y en a ! la preuve : l'État a financé en grande partie les deux voyages du pape (qui ont coûté très cher). En 1990-1991, pour payer la guerre du Golfe, la gauche a su trouver les financements nécessaire. Qui peut croire que le gouvernement n'aurait plus d'argent pour augmenter les minima sociaux, les salaires ? Ce gouvernement – comme les précédents – nous prend pour des cons. Pouvait-il en être autrement ?



Non à la charité

La sacro-sainte loi du marché n'est ni de gauche, ni de droite. Elle ne correspond pas, en vérité, aux besoins réels des personnes mais seulement aux intérêts de ceux qui nous exploitent... Les autres sont exclus, sacrifiés pour les besoins du profit. Si nous ajoutons à cela que nombre de travaux sont loin d'être indispensables, voire même nuisibles, il paraît évident qu'une nouvelle organisation du travail, dans sa répartition et son contenu, est non seulement une question essentielle pour l'avenir de l'humanité mais un problème auquel il est maintenant urgent d'apporter une solution. La logique mondiale du capitalisme est celle du profit immédiat et du transfert de nombreuses productions en direction de pays ou la main d'œuvre est la moins coûteuse (voir le transfert des usines Renault de Vilvorde à Moscou). Les Européens ont tout autant le droit de travailler que les Asiatiques et ceux-là ont parfaitement le droit de ne pas être plus exploités que les Européens qui ont encore du travail.

Nous ne pouvons partager le travail sans partager les richesses. Nous ne pouvons admettre que certains se partagent la misère tandis que d'autres se partagent les bénéfices. Partager, oui, mais tout partager. Les privilèges doivent être abolis, les ressources naturelles appartenir à tous.

Le travail doit avoir pour objectif de subvenir aux besoins matériels des individus et non de les aliénés. La production doit être utile (conçue pour durer et non pour maintenir le taux de production) et rationalisée dans l'intérêt de la collectivité non dans celui du patronat. Un temps de travail réduit pour tous ; un temps libre accru pour tous, une société garantissant au minimum à chacun un logement décent, les besoins vitaux de nourriture et de soins ainsi que l'accès à la formation.

Oui à l'égalité sociale

Un partage du travail réel et effectif ne peut s'instaurer que dans une société débarrassée des logiques économiques basées sur l'exploitation et les profits. c'est-à-dire une société ayant pour base l'égalité économique et sociale. Un partage réel ne peut être parcellaire : les décisions et la gestion doivent devenir l'affaire de toutes et de tous ; le terme « gestion » étant pris dans un sens global.

En effet, toute production ayant pour objectif un mieux être social, la gestion de celle-là doit être organisée par les consommateurs ou usagers. Tout cela ne va pas tomber du ciel, un « grand soir », il faut donc, dès aujourd'hui, entamer un processus menant à une abolition du salariat, ainsi que du chômage.

Ne pouvant compter sur la classe politique ni sur le patronat pour opérer un tel changement, les exploités devront compter que sur eux-mêmes et gérer enfin leurs propres affaires, décider enfin de quoi sera faite leur vie quotidienne.

La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire dont le projet demeure une société égalitaire fondée sur le fédéralisme et la gestion directe. Ses militants sont engagés dans diverses organisations syndicales ou associations, afin de parvenir, dès aujourd'hui, à des progrès sociaux allant dans le sens d'une émancipation sociale réelle pour tous et toutes. Il est possible, dès maintenant, d'entamer un processus revendicatif capable de mener à une remise en cause des vraies raisons du malaise, à savoir le capitalisme privé ou d'État. Nous exigeons la réduction du temps de travail dans tous les secteurs d'activité, sans diminution des revenus et il nous semble parfaitement évident que nous n'obtiendrons satisfaction que par la lutte. Il appartient donc aux salariés d'être aujourd'hui solidaires en actes des exclus ; cette solidarité passe nécessairement par une solidarité des salariés entre eux.

Groupe Louise Michel (Paris)

Affiche format 100 x 70 cm.
1,20 F à partir de 50 exemplaires, 5 F à l'unité.
En vente à la librairie du *Monde libertaire*,
145, rue Amelot, 75011 Paris
(chèques à l'ordre de Publico).

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans avoir jamais osé le demander... se trouve à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75019 Paris (catalogue sur demande).

abonnez-vous !

le monde libertaire
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08
Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Expressions,
9, cité Beauharnais, 75011 Paris
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.